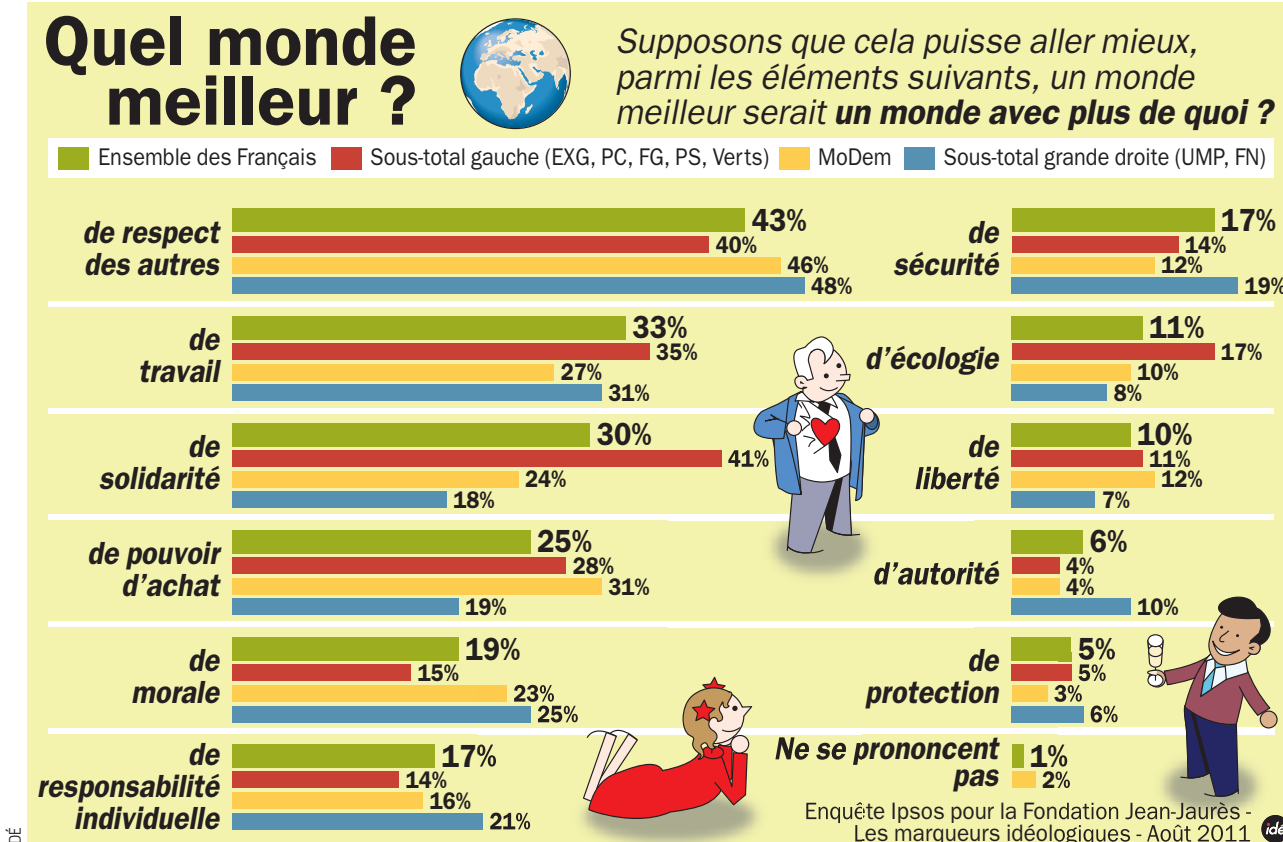


# L'ouverture du pays au monde crée un nouveau clivage politique

► Selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès, l'égalité sociale ou la sécurité restent des marqueurs forts du positionnement droite-gauche. Toutefois, la peur de la mondialisation crée un nouveau clivage dans la population.

La vie politique demeure structurée autour des deux pôles que sont la droite et la gauche, selon une étude (1) de la Fondation Jean-Jaurès sur le paysage idéologique de notre pays. Certes, 58 % des Français jugent ce clivage « dépassé ». Mais Gilles Finchelstein, directeur de ce laboratoire d'idées lié au Parti socialiste, rappelle que si la défiance à l'égard de cet étiquetage politique est constante depuis le virage de la « rigueur » des socialistes en 1983, il n'est pas devenu caduc. Les trois quarts des personnes interrogées acceptent encore de se positionner à droite ou à gauche, mettant en avant un certain nombre de valeurs.

Au registre des principaux problèmes que rencontre la France, « les inégalités sociales » sont ainsi citées par 41 % des sympathisants de gauche et seulement 20 % de ceux de droite. À l'inverse, ces derniers sont beaucoup plus nombreux à désigner « l'insécurité » (33 % contre 18 % pour la gauche) ou « l'immigration » (32 % contre 10 %).



Concernant l'aide à apporter aux personnes défavorisées, 60 % des sympathisants de

**62 % des personnes interrogées craignent les conséquences de la mondialisation en France.**

gauche disent qu'il n'y a « pas assez de solidarité », alors que 69 % de ceux de droite trouvent que « l'on évolue vers trop d'assistanat ».

La conception du progrès diverge également nettement selon l'appartenance politique. À gauche, on attend plus de « solidarité » et d'« écologie » pour un monde meilleur quand les électeurs de droite plébiscitent « le respect des autres » et « la morale » (lire l'infographie ci-dessus). Enfin, l'échelle des valeurs n'est pas la même selon le positionnement politique. La gauche insiste sur « la tolérance » ou « la

solidarité » quand la droite revendique « l'ordre » et « le mérite ». La valeur « travail » est en revanche plébiscitée par tous les Français.

Si cette répartition droite-gauche demeure, l'étude montre qu'un nouveau clivage apparaît de plus en plus pertinent pour analyser l'état de l'opinion. Selon Gilles Finchelstein « l'antonomie ouvert-fermé inventée par le politologue Pascal Perrineau sur des questions transversales comme la mondialisation ou l'immigration,

structure aussi la société française ». Selon ce sondage, 62 % des personnes interrogées craignent les conséquences de la mondialisation en France, soit trois points de plus que lors d'une précédente enquête de la Sofres de 2009.

À cette relation au monde s'ajoute une attitude vis-à-vis de l'avenir également très clivante : un quart des sondés jugent « un lent déclin » de la France « inéluctable » face aux nouveaux pays émergents. Interrogés sur

l'attitude à adopter, les Français se montrent très divisés. Si 41 % estiment qu'il faut changer radicalement la société, 28 % espèrent des changements à la marge tandis que 29 % en appellent à un « retour en arrière ». Or, sur toutes ces questions, l'appartenance politique droite-gauche apparaît peu signifiante. Concernant l'avenir, le « lent déclin » est redouté à proportion égale dans les deux camps.

Le nouveau clivage « oppose les partis républicains au Front national, où se concentrent les « déclinistes » », observe Gilles Finchelstein. « Pour les milieux populaires, le pouvoir politique a été confisqué - par les marchés financiers, par les contraintes européennes et par la dette. Dès lors les différences entre la droite et la gauche importent peu (...). C'est le ressort de la tentation frontiste. » L'étude montre ainsi que les ouvriers sont davantage nostalgiques du passé : 42 % veulent revenir en arrière et 28 % seulement espèrent une réforme profonde de la société (contre 61 % chez les cadres). À six mois de l'élection présidentielle, Gilles Finchelstein estime que la gauche ne doit donc pas « délaissier les milieux populaires ».

BERNARD GORCE

(1) étude réalisée par Ipsos du 16 au 17 août, par téléphone, sur un échantillon représentatif de 960 personnes.